



Les démocraties harcelées en Amérique latine

Par [Marco Teruggi](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2021

[Pagina12](#) 25 mars 2021

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

La sonnette d'alarme a été tirée lorsque [la procureure adjointe colombienne est arrivée à Quito](#) il y a quelques jours avec le dossier de Andrés Arauz (candidat de la gauche aux élections présidentielles en Équateur) entre les mains. Situation de crise, analyse du scénario et, enfin, une nuit calme et froide. C'est une nouvelle menace dans la campagne présidentielle, marquée depuis l'heure zéro par les manœuvres contre la candidature de celui qui cherche à rejoindre le Palais Carondelet pour reconstruire le projet de la révolution citoyenne.

Le tableau est similaire à celui des élections boliviennes de 2020, avec la victoire de Luis Arce : rien n'est acquis jusqu'à ce que l'écharpe présidentielle soit enfilée, ni la tenue des élections, ni un développement stable des événements dans les jours suivant les résultats, en cas de victoire d'Arauz. La différence entre un processus et l'autre est qu'en Bolivie, il y avait un gouvernement de facto, alors qu'en Équateur, c'est un président élu par la constitution.

Le cas équatorien est paradigmatique : le gouvernement de Lenín Moreno a non seulement trahi le projet pour lequel il avait été élu et nombre de ses anciens collègues - d'autres se sont joints à lui - mais il a également ouvert les portes à un processus de fermeture interne des canaux démocratiques. La persécution a couvert différents niveaux : la direction principale, c'est-à-dire Rafael Correa, les deuxième et troisième lignes, les partis successifs après la perte d'Alianza País, avec des affaires allant de la corruption aux crimes de rébellion.

Ce processus a impliqué une conception institutionnelle avec des points névralgiques, comme le bureau du procureur général. Il y a maintenant la principale affaire contre Arauz, dans une opération élaborée en collaboration avec le magazine Semana et le bureau du procureur général de Colombie, un média et une institution sous le commandement de facteurs du Centre démocratique, le parti d'Álvaro Uribe, actuellement au pouvoir. La situation en Colombie est tragique : selon les données de l'Institut d'études sur le développement et la paix, entre 2020 et 2021, il y a eu 110 massacres avec un total de 446 victimes, l'assassinat de 342 leaders sociaux et défenseurs des droits de l'homme, 12 membres de la famille des leaders et 74 signataires des accords de paix.

L'affaire, montée par le bureau du procureur général, est la principale carte publique pour tenter de frapper la candidature de Arauz. D'autres menaces ont déjà été esquivées, comme un pacte entre Guillermo Lasso et Yaku Perez - respectivement deuxième et troisième candidats en lisse - pour un recomptage des voix qui n'a finalement pas eu lieu après une entorse de Lasso, ou un appel public de Perez, représentant un secteur du pouvoir, pour une intervention des forces armées dans le processus électoral afin de

criminaliser Arauz, de changer le Conseil national électoral et d'annuler le premier tour.

En Équateur, les principaux éléments de ce qui constitue une démocratie restreinte sont concentrés, où la principale force politique est persécutée et empêchée de participer. Les parallèles avec le cas argentin sont nombreux : le déploiement médiatique et politique pour accuser systématiquement le gouvernement précédent de corruption, articulé avec la tentative de le discipliner par le biais du pouvoir judiciaire. Que fera Arauz face à ces pouvoirs en cas de victoire ? C'est l'une des principales questions, tout comme en Argentine après plus d'un an de mandat.

Les similitudes dans l'utilisation d'un dispositif médiatico-judiciaire pour persécuter les principaux dirigeants dans les pays où ont existé des gouvernements populaires sont déjà connues : Brésil, Argentine, Bolivie et Équateur. Le cas vénézuélien est d'une autre ampleur, celui du blocus de Washington, du vol d'actifs, des opérations armées secrètes, des institutions parallèles, de l'entraînement du conflit sur le terrain des tranchées, du précipice, de la crise permanente et prolongée.

Dans chaque cas, la question est la même : quelles sont les règles du jeu ? Où les pouvoirs nationaux et internationaux et leurs représentants politiques cherchent-ils à avancer ? Mis en perspective, nous pouvons voir qu'en treize ans il y a eu quatre coups d'État sur le continent contre des gouvernements progressistes - Honduras, Paraguay, Brésil, Bolivie -, le déploiement de la force publique, une communication de siège, la construction d'organes électoraux dans des scénarios de déstabilisation, la mutation de la droite avec des exposants comme Jair Bolsonaro, qui représente une tendance en développement sur le continent, renforcée dans différents pays d'Europe et des États-Unis.

Il n'y a pas de réponse unique à l'autre grande question : que faire ? La situation est différente selon les forces des mouvements populaires et des gouvernements, le cadre institutionnel, ou la place que chaque pays occupe selon la carte stratégique des États-Unis dans le cadre des différends mondiaux avec la Chine et la Russie.

Les coordonnées changent si nous analysons l'Argentine, avec l'existence d'un mouvement ouvrier, territorial, féministe, des droits de l'homme, et le cadre du péronisme, la Bolivie, avec de forts mouvements indigènes, paysans, mineurs et MAS, ou l'Équateur, avec l'absence de structures d'organisation populaire et de parti au sein de la révolution citoyenne, et un mouvement indigène en conflit entre des secteurs de gauche et de droite - Pérez étant une expression de ce dernier. L'objectif de la droite dans cette affaire est double : bannir le corrésisme et déplacer au sein de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur ceux qui ont mené le soulèvement de 2019.

Les récents événements en Bolivie, avec l'arrestation de Jeanine Añez, d'anciens ministres du gouvernement de facto, de hauts gradés de l'armée et de la police, ainsi que du leader de Resistencia Juvenil Cochala, Yassir Molina, s'inscrivent dans ce diagnostic du scénario. Ce dernier facteur est clé, il s'agit de neutraliser une structure armée au sein de la Bolivie, créée avant le coup d'État de 2019, déployée dans ses jours d'assaut avec des conseils internationaux et ensuite protégée par le gouvernement de facto. Ce n'est pas la seule formation armée - sa localisation à Cochabamba, centre du pays, est stratégique - le principal point d'accumulation des forces de la droite putschiste est Santa Cruz, avec le chef putschiste et actuel gouverneur Luis Fernando Camacho.

L'évolution des conflits dans différents pays fait douter de la possibilité d'un accord avec les

facteurs de pouvoir économique et politique dominants, ce qui impliquerait – sûrement – le maintien d'un statu quo profondément et de plus en plus inégalitaire. Cette difficulté d'accord ne réside pas dans la volonté de dialogue des gouvernements progressistes. Le cas de l'Argentine en est un exemple clair.

Marco Teruggi

source : <https://www.pagina12.com.ar>

Traduit par Venesol via <https://el-siglo.blogspot.com>

La source originale de cet article est [Pagina12](#)

Copyright © [Marco Teruggi](#), [Pagina12](#), 2021

Articles Par : [Marco Teruggi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca